

Crimée : Le coût de la mutation économique

Description

Depuis l'annexion *de facto* de la péninsule de Crimée par la Russie en 2014, ce territoire de 26 945 km² pour une population de 2,3 millions d'habitants connaît une phase de mutation économique accélérée.

En Crimée, en l'espace de quelques mois après l'annexion par la Russie, les lois, le système monétaire, les programmes scolaires, l'orientation du commerce extérieur... ont été totalement transformés. La plupart des habitants de Crimée ont reçu un passeport russe et ont, notamment, réenregistré leurs propriétés en accord avec le corpus législatif russe. Cette phase marque également une rupture des liens familiaux, amicaux et d'affaires avec le reste de l'Ukraine et s'accompagne d'une récession économique couplée à des restrictions et sanctions internationales.



Récession économique et sanctions internationales

La Crimée n'en est pas à sa première mutation économique. À l'instar de toute la région constituée par les pays européens postsocialistes, la péninsule a déjà expérimenté, dans les années 1990, une profonde phase de changement systémique, couplée à une récession économique l'ayant conduite à une diversification progressive de ses activités. Cherchant à compenser les conséquences négatives d'une agriculture et d'une industrie sinistrées, l'économie de Crimée s'est alors progressivement ouverte au secteur tertiaire. Au cours des années 2000, la création de zones franches à Yalta, Alouchta, Soudak et Théodosie a entraîné la reprise espérée de l'investissement direct étranger, en particulier dans le domaine du tourisme: jusqu'en 2013, la péninsule a accueilli jusqu'à six millions de touristes par an.

À partir de 2014, la Crimée s'est engagée dans un deuxième changement systémique de grande ampleur. Son entrée *de facto* dans l'espace économique russe se traduit par l'émergence de signes semblables à ceux des années 1990, avec une dégradation notable de la conjoncture économique: effondrement des productions agricoles et industrielles, retrait des investisseurs étrangers, division par deux de la fréquentation touristique (l'interruption partielle des liaisons ferroviaires avec l'Ukraine n'y est pas étrangère)... En 2015, la production industrielle a chuté de 25 % (et jusqu'à 80 % à Sébastopol), la pêche s'est effondrée de 60 % et la production vinicole de 20 %. À l'arrêt des financements en provenance d'Ukraine et aux difficultés de mise en conformité de la production criméenne avec la législation russe, s'ajoutent les effets des restrictions imposées par l'Union européenne sur les échanges économiques avec ce territoire. Elles comprennent une interdiction de commercer, d'investir, d'offrir des services touristiques ou toute autre prestation (assistance technique, courtage, construction) dans le domaine des transports, des télécommunications, de l'énergie, de la prospection, de l'exploration et de la production pétrolière, gazière et minière[1].

Le « prix à payer » par la Russie ?

Pour la Russie, le coût économique de l'annexion n'est pas négligeable. D'une part, elle doit réaliser des transferts directs pour soutenir l'économie de la Crimée. D'autre part, elle doit subir les effets des restrictions et des sanctions internationales à son encontre.

D'après le ministère russe des Finances, Moscou aurait transféré 2 milliards d'euros vers la Crimée et Sébastopol en 2014 et autant en 2015, afin de payer les retraites, les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales ou encore l'eau ou l'électricité, et pour subventionner le tourisme. À cela s'ajoutent la dispense accordée à la Crimée de reverser les taxes prélevées sur son territoire au budget fédéral de Russie, les dépenses réalisées dans le domaine des infrastructures, notamment énergétiques et routières (le pont de Kertch, qui doit relier la péninsule à la Russie, en est le

symbole le plus évident) et les engagements militaires, dont le montant est tenu secret. Depuis 2014, la Russie a notablement renforcé sa présence militaire en Crimée, avec en particulier le déploiement d'avions de chasse, ou de systèmes antimissiles S-400 à Théodosie. Les autorités russes entendent également consacrer plus de 1,75 milliard d'euros, entre 2016 et 2020, au développement de la Flotte de la mer Noire. De fait, le coût réel de l'annexion serait de l'ordre de 5 à 6 milliards d'euros annuels : « *C'est le prix à payer* » par la Russie, d'après l'expression de l'ancien ministre russe des Finances Alexei Koudrine[2].

Parallèlement aux financements qu'elle accorde à la Crimée, la Russie subit donc aussi les effets des restrictions et sanctions internationales à son encontre : gel des avoirs et interdiction de visas pour 170 personnes et 38 entités[3], interdiction pour les pays qui imposent des sanctions de maintenir des relations d'affaires avec les personnes et organisations inscrites sur ces listes[4]. Ces sanctions sont directement à l'origine d'un reflux des capitaux étrangers de Russie de l'ordre de 140 à 185 milliards d'euros et contribuent à aggraver une situation économique déjà tendue, liée en grande partie au faible cours du pétrole (37 euros le baril au 1er août 2016). La Russie a ainsi enregistré un recul de son Produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de -3,7 % en 2015 et -1,8 % en 2016 (contre +0,6% en 2014)[5], tandis que les bénéfices des grandes entreprises russes (Lukoil, Rosneft, Gazprom) ont chuté malgré un rouble faible. Tout ceci rend plus difficile l'engagement financier en Crimée.

Dans les limbes d'une économie hybride

Alors que la plupart des grandes entreprises ukrainiennes ont officiellement quitté la Crimée, les principaux acteurs russes, sans doute en partie par crainte des sanctions internationales, n'ont toujours pas investi massivement le terrain. Cet entre-deux systémique génère une hybridation originale de l'économie de Crimée. D'un côté, les quelques filiales d'entreprises ukrainiennes qui sont restées dans la péninsule ont été réenregistrées selon le droit russe et accèdent désormais au marché russe. Mais elles restent la propriété de leur maison-mère de Kiev, ce qui les exempte de payer des taxes en Ukraine du fait du statut «particulier» de la Crimée dans le droit ukrainien. D'un autre côté, les banques ukrainiennes ont quitté la péninsule mais continuent de tenir les comptes de leurs clients de Crimée. Ainsi, à la suite du départ de la PrivatBank en avril 2014, plus d'une vingtaine d'établissements ukrainiens ont fermé leurs guichets en Crimée, mais la plupart continuent de tenir les comptes de leurs clients situés dans la péninsule directement à partir d'Ukraine. En revanche, l'arrivée de la Banque commerciale nationale russe (RNKB), seule grande banque russe à avoir investi en Crimée (en 2014), n'a pas été suivie par d'autres acteurs majeurs de Russie. À sa suite, seule une quinzaine de petites banques russes (dont la GenBank et la Baykalbank) ont décidé d'ouvrir des guichets en Crimée.

Au-delà de l'économie, c'est la société tout entière qui se trouve en voie d'hybridation russo-ukrainienne. Des minibus traversent plusieurs fois par jour la «frontière» du Nord, transportant principalement des personnes rendant visite à leur famille, des étudiants soucieux de poursuivre leurs études en Ukraine et des hommes d'affaires désireux de maintenir leurs activités en Crimée.

Un autre exemple d'hybridation est donné par l'évolution contrastée des salaires. Depuis l'adoption de la loi russe du 31 mars 2014 sur l'augmentation échelonnée des pensions et des salaires, on constate une hausse significative des salaires nominaux des fonctionnaires et autres employés du secteur public (24 500 roubles mensuels moyens en 2016, contre 15 000 roubles en 2013)[6]. Mais cette évolution ne concerne pas les salariés du secteur privé, qui constituent la grande majorité de la population active et dont les salaires sont de l'ordre de 8 000 à 11 000 roubles mensuels. Si bien que la préoccupation principale des habitants de Crimée est désormais de trouver un emploi bien payé dans le secteur public. En ajoutant à ce tableau la hausse considérable des prix (de l'ordre de 30 % par an depuis 2014) et la dépréciation du rouble, on peut affirmer que le salaire réel a au mieux stagné pour les fonctionnaires et été rétrogradé pour les salariés du privé. En effet, du fait de la faiblesse du cours de la monnaie russe, les 24 500 roubles mensuels de 2016 valent à peine 390 dollars, soit le même montant que les 15 000 roubles de 2013 au taux de change de l'époque.

La mutation économique en cours en Crimée est à la fois rapide et inachevée. Cette période est propice aux trouvailles systémiques et à l'émergence de formes hybrides de régulation. Partagés entre l'Ukraine et la Russie, profitant autant que faire se peut du chevauchement des droits nationaux, les acteurs économiques, conscients d'être au milieu du gué, tentent de tirer leur épingle du jeu dans un contexte néanmoins complexe, fait de récession profonde et de coupure du

reste du monde.

Notes:

[1] Règlement (UE) n°692/2014 du 23 juin 2014. Renouvelées chaque année, ces mesures ont été prolongées jusqu'au 23 juin 2017 (Décision -PESC- n°982/2016 du 17 juin 2016).

[2] [Russie Info, 1^{er} avril 2015](#).

[3] La liste complète et réactualisée est consultable sur le site de la Direction générale du Trésor.

[4] Décision (PESC) n°318/2016 du 4 mars 2016.

[5] [Nouvelles du FMI, 19 juillet 2016](#).

[6] Lev Abalkin, «In the ashes of empire: Life in Crimea since the annexation», *European Council on Foreign Relations*, 15 janvier 2016.

* Assen SLIM est Maître de conférences HDR à l'Inalco, Professeur à l'Essca. [Blog](#).

Vignette : Chars russes en Crimée (Photo libre de droits, attribution non requise).



[Retour en haut de page](#)

date créée

20/09/2016

Champs de Méta

Auteur-article : Assen SLIM*